

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 17

Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

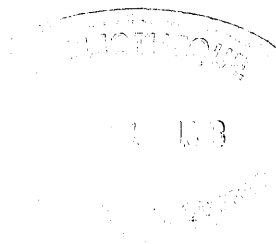
Par M. PIERRE-MARC JOHNSON

Ministre du travail et de la main-d'oeuvre

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8





## NOTES EXPLICATIVES

*Le présent projet de loi modifie la Loi des mécaniciens de machines fixes aux fins:*

*a) de redéfinir les types d'appareils assujettis aux dispositions de la loi à titre de machines fixes;*

*b) de permettre aux examinateurs de délivrer le certificat requis par la loi à des personnes détenant un certificat équivalent délivré par un autre organisme, une autre province ou un pays étranger;*

*c) de prévoir la suspension et la révocation d'un certificat de mécanicien de machines fixes;*

*d) d'imposer la surveillance d'une machine fixe en fonctionnement lorsqu'il en est requis par règlement;*

*e) de prévoir une procédure de publication des projets de règlements à être adoptés en vertu de la loi;*

*f) de prévoir les cas d'infractions à la loi et de hausser les amendes;*

*g) d'autoriser un inspecteur nommé en vertu de la loi à intenter les poursuites prévues à la loi et de prévoir la procédure appropriée à cette fin.*

*Art. 1. La modification proposée a pour effet d'assujettir le gouvernement, ses ministères et organismes aux dispositions de la loi.*

*Art. 2. La modification vise à remplacer la définition de «machine fixe» prévue à la loi qui se lit actuellement comme suit:*

*«1° Les mots «machine fixe» comprennent*

- a) Les chaudières à vapeur;*
- b) Les moteurs à vapeur;*
- c) Les moteurs fixes, à combustion interne, de plus de vingt kilowatts;*
- d) Les appareils frigorifiques actionnés par des moteurs d'une puissance totale excédant vingt kilowatts;*
- e) La tuyauterie et les accessoires servant au fonctionnement des machines ci-dessus.*

*Ces mots ne comprennent pas, cependant*

*a) Les chaudières à vapeur utilisées pour le chauffage d'immeubles autres que des édifices publics visés par la Loi de la sécurité dans les édifices publics (chap. 149) ou des établissements industriels visés par la Loi des établissements industriels et commerciaux (chap. 150);*

*b) Les chaudières dont la soupape de sécurité est réglée à une pression n'excédant pas cent trois kilopascals et dont la puissance n'excède pas sept cent cinquante kilowatts et la surface de chauffe, cent mètres carrés;*

*c) Les chaudières utilisées ailleurs que sur un chantier de construction et dont la soupape de sûreté est réglée à une pression supérieure à cent trois kilo-*

## Projet de loi n° 17

Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 157,  
a. 1a, aj.

**1.** La Loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus, 1964, chapitre 157) est modifiée par l'addition, après l'article 1, de l'article suivant:

Applica-  
tion.

«**1a.** La présente loi lie le gouvernement, ses ministères et organismes».

S.R.,  
c. 157,  
a. 2, mod.

**2.** L'article 2 de ladite loi modifié par l'article 33 du chapitre 60 des lois de 1977 est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

«machine  
fixe»;

«1° Les mots «machine fixe» comprennent les appareils suivants, lorsqu'ils sont utilisés dans un édifice public ou un établissement visé par la Loi de la sécurité dans les édifices publics (chap. 149) ou par la Loi des établissements industriels et commerciaux (chap. 150):

*a)* une chaudière ou un générateur à vapeur, à eau chaude ou à autre corps fluide;

*b)* un moteur ou une turbine à vapeur;

*c)* un appareil frigorifique;

*d)* un moteur à combustion interne;

*e)* tout autre appareil déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil;

*f)* la tuyauterie et les accessoires servant au fonctionnement des appareils visés aux paragraphes *a* à *e*.»

pascals, mais dont la puissance n'excède pas cent cinquante kilowatts et la surface de chauffe, vingt mètres carrés.»

*Art. 3. Cette modification a pour effet d'inclure dans la loi le pouvoir des examinateurs de délivrer le certificat requis par la loi aux personnes détenant déjà un certificat équivalent de mécanicien de machines fixes délivré par une autre province, un autre pays ou un autre organisme.*

*Art. 4. Cette modification prévoit la suspension ou la révocation pour cause d'un certificat par les examinateurs.*

*Art. 5. La loi exige actuellement qu'une machine fixe en fonctionnement soit tenue sous la surveillance d'un mécanicien de machines fixes. La modification proposée a pour effet d'imposer cette surveillance seulement lorsqu'il en sera requis par règlement.*

*Art. 6. Cette modification a pour effet de compléter le pouvoir réglementaire du lieutenant-gouverneur en conseil relatif au mode de surveillance d'une machine fixe, à l'assujettissement à la loi d'un appareil à titre de machine fixe et aux critères d'émission du certificat requis par la loi aux personnes détenant un certificat équivalent.*

*Art. 7. Cette modification prévoit une procédure de publication des projets de règlements à être adoptés en vertu de la loi.*

S.R.,  
c. 157,  
a. 6, mod.

**3.** L'article 6 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Certificat  
équivalent.

«Les examinateurs peuvent, conformément aux critères déterminés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, émettre le certificat visé à l'article 9 à une personne détenant un certificat équivalent délivré par une autre province, un pays étranger ou un organisme qu'ils reconnaissent à cette fin.»

S.R.,  
c. 157,  
a. 9a, aj.

**4.** Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 9, de l'article suivant:

Suspension  
ou révoca-  
tion de  
certificat.

«**9a.** Un certificat peut être suspendu ou révoqué pour des causes jugées suffisantes par les examinateurs.»

S.R.,  
c. 157,  
a. 10, mod.

**5.** L'article 10 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) Assurer lorsque requis par règlement, la surveillance d'une machine fixe en fonctionnement;».

S.R.,  
c. 157,  
a. 12, mod.

**6.** L'article 12 de ladite loi est modifié:

*a*) par l'addition, après le sous-paragraphe *g* du premier alinéa, des sous-paragraphes suivants:

«*h*) Déterminer le mode de surveillance d'une machine fixe en fonctionnement suivant le type, la puissance et le site de cette machine fixe;

«*i*) Déterminer tout appareil visé au sous-paragraphe *e* du paragraphe 1° de l'article 2;

«*j*) Déterminer les critères selon lesquels les examinateurs peuvent émettre un certificat à une personne détenant un certificat équivalent délivré conformément à l'article 6.»;

*b*) par l'abrogation du deuxième alinéa.

S.R.,  
c. 157,  
aa. 12a,  
12b, aj.

**7.** Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 12, des articles suivants:

Prépubli-  
cation.

«**12a.** Un règlement adopté en vertu de la présente loi doit être précédé d'un projet qui doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec* avec un avis spécifiant que toute objection à son adoption doit être formulée dans les trente jours.

Étude ou  
enquête.

Le ministre peut ordonner toute étude ou enquête sur le bien fondé de toute objection formulée à la suite de cet avis.

*Art. 8. Cette modification détermine les infractions possibles à la loi et hausse le montant des amendes pour les infractions actuellement prévues à la loi qui sont de \$25 à \$100.*

*Art. 9. Cette modification a pour effet de confier à l'inspecteur le droit d'intenter une poursuite pour une infraction à la loi. La loi autorise actuellement le procureur général à intenter les poursuites. Elle a de plus pour effet de réduire à un an la prescription de toute poursuite pénale prévue à la loi.*

Adoption  
et avis.

«**12b.** Après l'expiration du délai, ou, le cas échéant, après la tenue de l'étude ou de l'enquête dont fait mention l'article 12, le projet de règlement est soumis pour adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil. Un avis de l'adoption du règlement est publié dans la *Gazette officielle du Québec*, accompagné du texte des modifications, s'il en est.

Entrée  
en vigueur.

Ce règlement entre en vigueur le jour de cette publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée.»

S.R.,  
c. 157,  
a. 14,  
remp.  
Infractions.

**8.** L'article 14 de ladite loi est remplacé par les suivants:

«**14.** Commet une infraction quiconque:

*a)* entrave ou moleste un inspecteur ou autre fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions;

*b)* fait une fausse déclaration pour l'obtention d'un certificat ou relativement à toute information fournie en vertu de la loi ou des règlements;

*c)* agit comme mécanicien de machines fixes sans détenir le certificat requis;

*d)* viole une prescription de la présente loi ou d'un règlement adopté sous son autorité.

Peines.

«**14a.** Quiconque commet une infraction prévue à l'article 14 est passible, si aucune autre pénalité n'est prévue pour cette infraction, en outre du paiement des frais:

*a)* dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars;

*b)* dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus mille dollars;

*c)* pour une première récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ni supérieur au double des amendes prévues aux paragraphes *a* ou *b*, selon le cas;

*d)* pour toute autre récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ni supérieur au triple des amendes prévues aux paragraphes *a* ou *b*, selon le cas.»

S.R.,  
c. 157,  
a. 15, remp.

**9.** L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Poursuites.

«**15.** Toutes les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par l'inspecteur ou par une personne désignée à cette fin par le ministre.

Idem.

Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi des poursuites sommaires (chap. 35).

*Art. 10. Cet article prévoit qu'un avis préalable d'infraction est adressé par l'inspecteur à une personne qui, à son avis, a commis une infraction à la loi. Cette personne peut, si elle reconnaît sa culpabilité, payer immédiatement le montant minimum de l'amende et éviter ainsi d'être l'objet de poursuite devant les tribunaux.*

*Art. 11. Cet article a pour objet d'abroger l'article 96 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (1969, chapitre 51) qui prévoit l'abrogation de la Loi des mécaniciens de machines fixes. Toutefois, cet article 96 n'est jamais entré en vigueur à défaut d'avoir été proclamé par le lieutenant-gouverneur en conseil.*

**Poursuites.** Aucune poursuite ne peut être intentée pour une infraction à la présente loi et à ses règlements lorsque plus d'une année s'est écoulée à compter de la date où l'infraction a été portée à la connaissance de l'inspecteur.

**Amendes.** Les amendes prévues par la présente loi sont versées au fonds consolidé du revenu.»

**S.R., c. 157, a. 17, aj.** **10.** Ladite loi est modifiée par l'addition après l'article 16, de l'article suivant:

**Avis préalable.** «**17.** Sauf en cas de récidive dans les deux ans, aucune poursuite pénale n'est intentée en vertu de la présente loi ou de ses règlements à moins que la personne autorisée à l'intenter n'ait adressé par la poste au contrevenant un avis préalable décrivant l'infraction et spécifiant l'amende minimum, le montant des frais et l'endroit où le paiement doit être fait dans les dix jours suivant l'avis.

**Paiement.** Le paiement du montant requis dans le délai fixé par l'avis empêche la poursuite pénale.

**Présomption.** Après ce paiement, l'inculpé doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction.

**Responsabilité civile.** Ce paiement ne peut cependant être invoqué comme admission de responsabilité civile.

**Omission de donner avis.** L'omission de donner l'avis requis par le présent article ne peut être invoquée à l'encontre d'une poursuite pour infraction et il n'est pas nécessaire d'alléguer qu'il a été donné, ni d'en faire la preuve. Mais, si l'inculpé, lors de sa comparution, admet sa culpabilité et prouve ensuite que cet avis ne lui a pas été donné, il ne peut être condamné à payer un montant plus élevé que celui qu'il aurait été appelé à payer en vertu de l'avis.

**Montant des frais déterminé par règlement.** Le montant des frais prévu au premier alinéa est déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. Les articles 12a et 12b ne s'appliquent pas à ce règlement.

**Entrée en vigueur du règlement.** Un tel règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, ou à toute date ultérieure qui y est fixée».

**1969, c. 51, a. 96, ab.** **11.** L'article 96 du chapitre 51 des lois de 1969 est abrogé.

**Entrée en vigueur.** **12.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.